

L'arme et la Paix

Journal trimestriel édité par l'association Initiatives Citoyenneté Défense - Mai 2013 - n°25

ÉDITO

Au bout de l'impasse, le mur...

La parution maintes fois retardée du « Livre Blanc de la Défense et de la Sécurité Nationale » traduit le dilemme fondamental auquel notre Pays est confronté : la nécessaire cohérence de ses politiques et de ses moyens. Faute d'une remise à plat des orientations stratégiques – qui est pourtant l'objet premier d'un Livre Blanc - la France et ses armées sont poussées un peu plus encore dans une impasse ; devoir faire toujours plus avec toujours moins. Jusqu'à quand ? On peut à juste titre s'en inquiéter.

Les observateurs n'ont pas manqué de souligner que la charge de cette impasse serait principalement reportée sur les personnels civils et militaires, avec 24 000 nouvelles suppressions de postes. D'aucuns déplorent également le cercle d'élaboration très « fermé » de ce Livre Blanc 2013, par rapport à la démarche plus ouverte retenue en 2008 par le gouvernement précédent. Ce qui n'est pas sans importance, sur un sujet qui doit recueillir un large assentiment national. D'autres enfin soulignent le manque de cohérence et de niveau de synthèse entre les différentes parties du document, issues de différents groupes de travail et assez mal compilées. Nous reviendrons bien entendu sur le sujet dans un prochain numéro de l'arme et la Paix ; nous avons suffisamment retardé sa sortie en attendant la parution du Livre Blanc (que nos lecteurs veuillent bien nous en excuser !)

Mais la question centrale est posée. Quelle politique de défense pour la France, au service de quelle politique générale ? Faute de la définition de ce cadre général cohérent, on ne fera que repousser au mieux des échéances, et engager notre pays et ses armées un peu plus dans le mur. C'est donc ce débat d'une « autre politique » que nous ouvrons dans le présent numéro, avec une première contribution de Frédéric Delorca.

Parmi les questions qui se trouvent posées avec force - et qui ont longtemps constitué un « sujet tabou » - se trouve celle de la dissuasion nucléaire et de son poids sur les autres composantes de notre défense. Un important ouvrage, co-rédigé par un ancien ministre de la défense (Paul Quilès), un ancien général d'armée aérienne (Bernard Norlain) et un spécialiste des questions d'armement (Jean-Marie Collin) vient de relancer le débat sur la question. Nous avons donc co-organisé le

15 mai dernier, à Grenoble, un débat public qui a rassemblé plus de 120 personnes sur le sujet ! Preuve de l'intérêt des citoyen(ne)s sur ces questions... pour peu qu'on ouvre le débat. Vous trouverez dans ce numéro une interview de Jean-Marie Collin et une relation de ce débat.

À l'approche de l'anniversaire de la mort de Jean Jaurès, grand penseur de son temps des questions de paix et de défense, Jean Paul Vienne évoque en rubrique historique les relations entre Jean Jaurès et Bertha von Suttner dans leurs engagements pour la paix, apportant un éclairage qui ne manque pas d'actualité sur certains plans. Enfin la nomination d'un nouveau Pape revêt parfois une dimension géopolitique. Armand Soler nous livre quelques rappels historiques et éclairages qui ouvrent le débat là aussi.

Très bonne lecture à tous.

■ Denis Anselmet

Assemblée générale annuelle d'Initiatives Citoyenneté Défense

L'assemblée générale annuelle de l'association Initiatives Citoyenneté Défense s'est tenue le 16 février 2013 à la MJC de Fontaine. Elle a été suivie d'un débat public sur le thème : « Quels changements en matière de politiques de paix et de sécurité ? ». Trois intervenants ont d'abord apporté leurs éclairages respectifs au travers de trois prismes complémentaires : le désarmement, l'Afghanistan, le Mali... avant de laisser la place au débat public.

Au fil d'échanges très riches, une idée force s'est peu à peu dégagée : comment faire prévaloir une politique de défense soustraite aux logiques de domination par la force et aux appétits des grands groupes privés d'armement ? Les participants conclurent que beaucoup restait à faire... dans ce domaine aussi, et qu'il était temps que tout un chacun y mette son grain de sel.

L'arme et la Paix - Publication trimestrielle - n°ISSN : 1767-7173
Directeur de la publication : Marc Dorel - Rédacteur en Chef :
Claude Romanet - Rédacteurs : Denis Anselmet, Frédéric Delorca,
Armand Soler, Jean-Paul Vienne. association.icd@online.fr

POUR UNE DÉFENSE PROGRESSISTE, POPULAIRE ET NON-ALIGNÉE

Les citoyens doivent se réapproprier les questions de défense nationale, cette réappropriation démocratique est une condition de son maintien dans un cadre raisonnable et pacifique. Frédéric Delorca pose les bases d'une vision différente et novatrice de la défense nationale.

Apart la parenthèse de Valmy (parenthèse fondatrice de la République certes, mais qui fut rapidement reniée par la suite), la gauche française s'est largement construite sur un déni des impératifs de la défense nationale, au nom de principes universalistes et pacifistes. On oublie trop souvent par exemple que même la III^{ème} République, largement dominée par la gauche, qui joua pourtant un rôle héroïque dans la préservation de l'intégrité territoriale dans l'épreuve atroce de la guerre de 14-18, s'était faite militariste en se reniant, dans le même élan que celui qui la faisait composer avec les milieux d'affaires. C'est l'opportunisme qui a rendu la gauche républicaine sous la III^{ème} République, mais l'essence de ses idéaux est restée anti-militariste comme on le vit dans l'affaire Dreyfus, ou sous la plume de Jaurès.

En refusant de se doter d'une philosophie de la défense nationale qui lui soit propre, la gauche est de ce fait toujours contrainte, sous la pression des circonstances, de s'aligner sur une conception qui n'est pas la sienne, une conception développée par les conservateurs. Cela lui est arrivé souvent au cours des deux derniers siècles. C'est pourquoi il faut se doter dès maintenant d'une doctrine de défense progressiste et refuser de voir dans ces termes un oxymore.

Le modèle de défense patriotique collective est aujourd'hui dépassé, le libéralisme favorisant l'individualisme et la paix aidant le recul du militarisme

Les événements depuis vingt ans nous le commandent : le développement de l'hyperpuissance américaine avec ses fantasmes de croisade après la chute de l'URSS (Kosovo, Afghanistan, Irak, Haïti, etc), l'aventurisme de nos propres gouvernants, parfois en lien avec des intérêts suspects (comme le Qatar dans l'affaire libyenne), le démantèlement, sous l'empire des diktats du FMI, des dernières structures étatiques stabilisatrices, et l'émergence de groupes armés diffus (au Sahel, au Proche-Orient), sans oublier sur notre propre territoire le risque terroriste (à base religieuse, sectaire, mafieuse ou autre).

Le monde actuel n'est pas favorable au développement d'une pensée de défense collective. L'élévation des niveaux de vie et d'éducation, la multiplication des voyages, l'accélération de la circulation de l'information au niveau planétaire ont servi une idéologie libérale qui, en soi, est tout aussi défavorable au militarisme que les principes de la gauche radicale (même si, en pratique, le libéralisme a eu plus d'une fois pour conséquences paradoxale d'encourager par ses effets les guerres et le libéralisme). Tout cela a rendu dépassé le vieux modèle de défense patriotique que la III^{ème} République avait finalement accepté de promouvoir. Aujourd'hui plus personne ne voudrait que ses enfants chaque matin en rang fasse le salut au drapeau. C'est d'ailleurs une loi de l'histoire qui veut que chez un peuple en paix dont le niveau de vie augmente l'intérêt pour la chose militaire diminue, on retrouve cela de Sparte à l'époque d'Agis et de Cléomène à l'Abkhazie actuelle.

Le risque d'une dérive technocratique de l'armée et de l'émergence de technostructures sans scrupule

Cette diminution relative du militarisme a d'ailleurs du bon parce qu'elle facilite les échanges de tous ordres entre les peuples, le développement de l'esprit critique individuel etc. Cependant son inconvénient est qu'elle conduit à déléguer les affaires de défense à une armée professionnelle, des spécialistes, qui, comme les armées de mercenaires dans l'Antiquité (d'ailleurs elles sont en partie privatisées), finissent par se couper des attentes des peuples, et qui, dans le monde actuel ont en outre la particularité de surinvestir dans la technologie (au point qu'on envisage de futures armées de robots). C'est une dérive technocratique de l'armée à laquelle on assiste, dérive qui, comme au niveau de l'économie civile, favorise l'émergence de grands conglomerats transnationaux légitimés par les économies d'échelle qu'ils permettent (d'où une intégration croissante des armées européennes dans l'OTAN par exemple). Cette nouvelle technostructure, comme toutes les autres, se pense au dessus des peuples, et perd tout sens de l'équité. Et elle risque une surenchère compétitive avec d'autres technostructures rivales (les armées russe, chinoise, iranienne, latino-américaines etc

France non-alignée, libre de son destin, France à la dérive, ou France qui se cherche, quelle qu'en soit l'interprétation, le devenir de notre pays est fortement lié à ce qu'en fera ses citoyens.



– qu'on songe au dernier accord de coopération en défense anti-aérienne entre le Brésil et le Venezuela), du même type que pendant la guerre froide, avec les mêmes risques de dérapage en conflits violents, risques d'ailleurs accrus par la pénurie de certaines matières premières et sources d'énergie au niveau planétaire.

Intéresser le citoyen à la défense nationale et, à travers elle, à l'Etat, avec une vision progressiste, et non passéiste

Quels que soient les avantages (pour le progrès global de l'humanité) de l'individualisme, et d'un relatif anti-militarisme, et bien que leurs préoccupations quotidiennes ne les conduisent guère à le faire, les citoyens français sont obligés de se réappropriier d'une manière ou d'une autre leur propre défense collective, car cette réappropriation démocratique est une condition de son maintien dans un cadre raisonnable et pacifique. Mais ce ne doit pas, et ne peut pas être, une réappropriation passéiste uniquement basée sur la nostalgie de Valmy, du non-alignement gaullien etc. Il faut une définition adaptée à notre temps de la philosophie et des moyens d'une défense progressiste contrôlée (et peut-être aussi en partie assurée) par les citoyens.

Il faut arriver à susciter auprès des citoyens un nouvel intérêt pour la défense nationale, et, plus largement, pour l'Etat, dont l'image a été malmenée depuis un demi-siècle, dans les médias et sous l'empire croissant du culte du secteur privé et de la réussite individuelle. Plutôt que des jeux vidéos à la gloire des GI's américains, il faut présenter aux jeunes gens l'image d'une armée citoyenne et populaire, placée au service

de la justice sociale au même titre que tous les autres secteurs de l'Etat, et dont ils pourraient épouser les idéaux parce que ceux-ci coïncideraient avec un certain équilibre planétaire et le bien commun de l'humanité.

Cette nouvelle défense citoyenne orientée vers la justice ne peut pas être « occidentale », auxiliaire de la loi du plus fort, l'Empire américain aujourd'hui sur le déclin auquel l'Alliance atlantique de même que le marché transatlantique nous lient comme le baignard à son boulet. Elle doit être ouverte à toutes les alliances qui permettent à la France de préserver son indépendance et l'originalité de son message. Par exemple, on a vu en février 2013 la Russie proposer à la France de « partager le fardeau » du maintien de l'ordre avec elle au Mali. Une France dégagée de l'OTAN devrait pouvoir développer une politique de coopération militaire de défense qui lui permette des actions conjointes aussi bien avec les Etats-Unis qu'avec la Russie, la Chine ou le Brésil, aussi bien en Afrique que dans le Caucase, et partout où ses intérêts stratégiques peuvent la conduire à agir, sans que les règles rigides des alliances actuelles n'entravent les possibilités de répondre aux offres que nous adressent les puissances émergentes.

Pour une défense « désoccidentalisée », qui permet le dialogue et les alliances avec tous les pays, en s'appuyant sur une légitimité populaire

En menant « à la carte » des actions avec l'un ou l'autre des grands pays portés par une croissance économique supérieure à la zone euro, la France peut ainsi se donner les

DOSSIER Défense Nationale

moyens de dégager des marges budgétaires. Cette nouvelle conception de la défense nous dispense aussi de participer à des opérations inutiles et coûteuses voulues par les Etats-Unis comme la croisade en Afghanistan hier (peut-être demain dans le Sud-Est asiatique), ou le bouclier anti-missile. Les économies faites sur tous ces volets doivent permettre d'entretenir plus efficacement notre force de dissuasion nucléaire, notre flotte indispensable à la surveillance de notre important domaine maritime, notre capacité de recherche et d'innovation (des domaines dans lesquels des partenariats à la carte aussi sont à définir avec des pays européens, mais aussi avec toutes les puissances émergentes avec qui nous pouvons nous trouver des intérêts communs, et réaliser de nouvelles économies d'échelle tout aussi intéressantes que celles que nous réalisons dans le cadre atlantiste actuel, et avec plus de souplesse).

En outre, dans la mesure où la politique française sera moins directement soumise à la logique de surenchère entretenue par les Etats-Unis malgré la fin de la Guerre froide, elle contribuera à la détente au niveau mondial (avec l'Iran par exemple), désamorçant ainsi de nombreux foyers de crise, ce qui, du coup, diminuera aussi pour nous les contraintes des interventions outre-mer et leur coût préjudiciable aussi bien à la souveraineté des peuples qu'à l'équilibre de nos budgets.

Cette défense « désoccidentalisée » et non-alignée ne peut trouver sa légitimité et son universalisme que dans un dialogue permanent avec le peuple et dans une participation active de ce dernier. Cela suppose qu'elle reste au centre de débats dans les médias (et pas seulement les médias publics), mais aussi que les citoyens, hommes et femmes, à divers moments de leur vie, soient amenés à prendre part à la vie de leur armée, pas forcément par une restauration du traditionnel service militaire (dont le modèle s'est essoufflé), mais par des stages de participation à l'action militaire, et des forums d'échanges entre militaires et civils qui maintienne l'armée au plus près du peuple, et associe ce dernier aux grands choix stratégiques qui engagent son avenir. Il en résultera aussi une meilleure cohésion sociale de nature à prémunir la Nation contre toute tentative de déstabilisation (terrorisme, espionnage etc).

Il nous appartient dès maintenant de faire pression pour que nos députés et sénateurs, dans le cadre notamment du débat sur le nouveau Livre blanc, pèsent de tout leur poids pour orienter la politique du gouvernement dans ce sens.

■ *Frédéric Delorca, haut fonctionnaire, essayiste, est coordinateur de l'Atlas alternatif et auteur, entre autres, de « Programme pour une gauche française décomplexée » (Editions Le Temps des Cerises, 2007).*

QUESTION Religion et dictature

Un autre monde e

Jorge Mario Bergoglio, né le 17 décembre 1936 à Buenos Aires en Argentine, est le 266^{ème} pape de l'Eglise catholique sous le nom de François depuis son élection le 13 mars 2013. Il a été auparavant archevêque de Buenos Aires et cardinal. Il est le premier pape issu des rangs de la Compagnie de Jésus, le premier issu du continent américain. Il est également le premier pape à prendre le nom de François, nom choisi en mémoire de l'engagement de saint François d'Assise dans le combat pour les pauvres et pour la paix.

Son origine argentine et sa volonté affichée d'être auprès des pauvres nous interpellent. Il a été le supérieur de tous les Jésuites en Argentine entre 1976 et 1983 sous la dictature du général Videla. Un faisceau de témoignages existe, mis en lumière par le journaliste argentin Horacio Verbitsky^[1], selon lequel J.M. Bergoglio a collaboré avec la dictature, en jouant un rôle complaisant et trouble auprès de Videla. L'amiral de ce dernier, Massera, directeur du sinistre centre de torture de l'Ecole Mécanique, a été fait docteur « honoris causa » de l'université de Buenos Aires sous son influence en 1977. J.M. Bergoglio fut également l'accompagnateur spirituel de la Garde de Fer, milice de 15000 hommes, qui se dissoudra en 1974^[2]. Mais deux responsables de ce groupe paramilitaire furent nommés à sa demande, recteur et directeur de l'université de Buenos-Aires.

Il n'y a pas de témoignage absolu de collaboration mais Bergoglio n'a rien fait et rien dit contre la dictature, tout comme les 89 évêques argentins. Seuls quatre d'entre eux ont dénoncé l'horreur de ce régime. Et il n'était pas dans ces quatre.

Verbitsky impute à Bergoglio l'arrestation des pères Yorio et Jalics par leur expulsion de la Compagnie des Jésuites, leur interdiction de dire la messe dans les bidonvilles de Buenos Aires. Sans protection de l'autorité spirituelle, ils ont été arrêtés peu après, torturés et libérés cinq mois plus tard. Au cours de l'interrogatoire il leur fut reproché de faire des sermons directement inspirés de la théologie de la libération. A leur sortie de prison Yorio téléphone à Bergoglio qui lui répond : « Je ne peux rien faire pour toi, débrouille-toi ».

C'est là qu'il convient de nous arrêter pour comprendre ce qui se passe encore aujourd'hui. On dit que le pape François est près des pauvres qui sont l'objet de sa compassion. Selon la tradition de l'Eglise les pauvres sont l'objet de charité et d'aide. Mais la théologie de la libération voit les pauvres comme des sujets, comme des acteurs de leur propre libération, comme l'émancipation des prolétaires doit être l'œuvre des prolétaires eux-mêmes selon la tradition marxiste. En somme un parallèle entre un prolétariat et un « pauvretéariat ». Selon cette même théologie, le peuple est majoritaire, il a donc le droit au pouvoir. Théologie qui a pris naissance dans les années soixante au Brésil dans les discours anticapitalistes des mouvements paysans, les

est possible, une autre Eglise aussi.



J.M. Bergoglio, ici en 1973, est accusé d'avoir favorisé la dictature argentine entre 1976 et 1983. Il vient de succéder à Benoît XVI, lui-même opposé à la théologie de la libération.

pastorales de la terre, les pratiques sociales chrétiennes dans les luttes contre la misère, la faim, l'analphabétisme. En 1965-66 le prêtre Camillo Torres participe à la guérilla en Colombie. Les luttes du Front Sandiniste au Nicaragua, du Front Marti au Salvador, du Front Zapatiste au Chiapas, incluaient la jeunesse formée à la théologie de la libération. Et l'ennemi désigné était clairement le capitalisme. C'est à cette lutte que s'opposaient tout à la fois le Vatican (Jean-Paul II et Benoît XVI) et le gouvernement des USA. La crainte du Vatican d'être infiltré dans ses rangs par l'idéologie communiste rejoignait la crainte du gouvernement US de voir s'étendre la « subversion » communiste dans les pays d'Amérique du Sud, dont il voulait s'assurer le contrôle. Cette crainte est toujours présente aujourd'hui. Et le Vatican a gardé une rancune tenace contre les partisans de la théologie de la libération, car il comprend qu'il s'agit moins de théologie que de libération. Le pape Radzinger n'a-t-il pas écrit un rapport disant que cette théologie était « d'autant plus dangereuse qu'elle était près de la réalité » ? Leonardo Bof, évêque ayant quitté la religion plus tard, s'est vu intimer l'ordre de se taire. Cette collusion avec la dictature argentine est lourde de conséquences : 30 000 disparus en 7 ans, c'est plus qu'au Chili, plus qu'au Brésil, mais dans ces deux derniers pays, les évêques ne sont pas restés silencieux. C'est donc sous la responsabilité de Bergoglio que l'Eglise n'a rien fait dans ce pays contre la dictature, et a entretenu avec elle des liens de collaboration, ce qui explique son silence. La question de sa responsabilité de dirigeant ecclésiastique est posée.

Des liens étroits avec des dirigeants militaires qui ont appliqué des techniques de torture importées de l'armée française à notre grande honte. La technique qui consistait à jeter par-dessus bord des avions, les prisonniers, drogués pour la circonstance, au-dessus de la baie de Buenos-Aires^[3], fut

transmise des pratiques du Général Bigeard durant la guerre d'Algérie au-dessus de la baie d'Alger^[4].

On peut noter que le 13 Mars dernier au tribunal de Cordoba, 40 généraux argentins traduits en justice, arboraient à leur arrivée une cocarde à ruban jaune, pour saluer l'élection du Pape et l'aide qu'il leur a apportée dans ce qu'ils estiment toujours être une guerre et non pour une répression pour laquelle ils sont jugés.

D'autres évêques auraient pu être nommés, des prêtres qui se sont levés contre la menace, il y en eut, un autre pape aurait ainsi pu être élu. L'armée est faite pour défendre et libérer les peuples et non les opprimer au service de la finance, comme elle fit pour la révolution des œillets au Portugal en 1974...pour un autre monde qui reste à construire, avec une autre Eglise.

■ Armand SOLER

^[1] *El silencio: de Paulo VI a Bergoglio: las relaciones secretas de la Iglesia con la ESMA, Sudamericana (Bs. As.), 2005. ISBN 950-07-2035-3*

^[3] *Christian Terras directeur catholique de Golias, Cf émission du 12 Avril 2013 « Là-bas si j'y suis » de D.Mermet sur France-inter- C.Terras est auteur, entre autres, de « La véritable histoire des évêques sous Vichy » (1940-1944), 2010, Golias, (ISBN 978-2354720216)*

^[3] *Verbitsky El vuelo, Planeta (Bs. As.), 1995. ISBN 950-742-608-6*

^[4] *Marie- Monique Robin « Escadrons de la mort, l'école française », 2003, livre et documentaire. Livre qui a contribué à l'arrestation d'anciens généraux de la dictature argentine*

QUATRE QUESTIONS A JEAN-MARIE COLLIN

De passage à Grenoble pour parler de son livre «Arrêtez la bombe !», co-écrit avec Paul Quilès et le Général Bernard Norlain, Jean-Marie Collin nous livre son opinion sur le nucléaire militaire Français.

L'arme et la Paix : Le livre que vous venez d'écrire avec le Général (2S) Bernard NORLAIN et l'ancien ministre de la défense Paul QUILÈS : "Arrêtez la bombe !" rencontre un important écho. Comment analysez-vous ce renouveau du débat sur la dissuasion nucléaire ? Et peut-on parler encore de "consensus" sur ce sujet ?

Jean-Marie Collin : Il y a une nouvelle prise de conscience sur ce problème. Les raisons sont multiples, mais nous arrivons aujourd'hui à un moment donné où il y a une prise de conscience environnementale, une montée en force de la société civile dans les relations internationales, une crise économique et bien évidemment une multiplication des actions de communications pour faire comprendre l'inutilité, le danger et le coût des armes nucléaires. Le fait qu'une conférence internationale (Oslo en mars dernier) prenne par exemple pour thème les conséquences humanitaires de l'utilisation d'une arme nucléaire montre bien la volonté de remettre la question du danger de l'arme sur le devant de la scène.

Concernant le consensus, celui-ci, s'il a existé par le passé, aujourd'hui il s'effrite allègrement voire il a totalement disparu. Au niveau parlementaire par exemple, les partis communiste et écologiste (EELV) ont largement manifesté leur opposition à la dissuasion française ces derniers mois. De même, du côté du PS comme de la droite (UMP/UDI) des voix s'élèvent pour engager une réflexion sur le devenir de cet arsenal. Enfin, au niveau des citoyens (qui n'ont jamais été consultés directement sur cet armement), certains manifestent de plus en plus leur opposition via des groupes de pacifistes (Mouvement de la paix), des campagnes et organisations internationales (ICAN, global Zero)

L'arme et la Paix : Quels sont en quelques mots les éléments nouveaux que vous apportez au débat ? et quelles sont les principales réactions rencontrées ?

Jean-Marie Collin : L'étonnement est grand de voir un Général, un ancien ministre et un consultant réunis pour porter cette idée de la nécessité d'aller vers un processus de désarmement nucléaire. Notre livre porte un regard différents des publications passées, par exemple nous proposons quatre initiatives diplomatiques (l'élimination des armes nucléaires tactiques en Europe, institution d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient,...) et six mesures fortes pour la France (révision de sa doctrine, gel du programme M51,...).

L'arme et la Paix : Quid de ce débat dans les autres nations nucléaires ?

Jean-Marie Collin : Le débat existe bien chez nos voisins britanniques. Ils discutent depuis 10 ans bientôt du renouvellement ou non de leur sous-marin. Donc, indubitablement, des



Jean-Maire Collin lors de sa conférence le 15 mai dernier à Grenoble. Il est analyste défense et Directeur pour la France du réseau international des Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement.

discussions existent sur le besoin de disposer d'un tel armement. Aux USA du fait de traités bilatéraux avec la Russie, d'organisation type Global Zero, et bien sur de la vision d'Obama d'un monde sans armes nucléaires, les réflexions sont nombreuses. Je reconnais pour autant que malheureusement en Chine, le débat est néant comme en Russie.

L'arme et la Paix : La France est confrontée à de difficiles arbitrages en matière de défense et la sortie du nouveau Livre Blanc a été longtemps différée. Quelles pourraient être à vos yeux de nouvelles orientations, à même de sortir la France de l'impasse budgétaire dans laquelle elle se trouve, et préservant les moyens de sa défense nationale ?

Jean-Marie Collin : La France dispose d'un des plus importants budgets de la défense d'Europe avec près de 31 milliards d'euros. Il n'est plus concevable de réfléchir en tant qu'Etat seul, mais obligatoire de parvenir à fonder enfin une Europe de la défense avec des moyens cohérents avec l'ensemble des partenaires européens. D'autre part, il est évident que le budget de la dissuasion pèse chaque année lourdement et empêche l'acquisition de certain type de moyens (transport, renseignements, drones, équipements) conventionnels. Il serait donc temps d'engager une réflexion sur le coût des deux composantes nucléaires (aéroportée et sous-marine) et engager un processus de non renouvellement permettant à la fois un arrêt des investissements financiers et un respect des engagements internationaux qui obligent la France à aller vers un monde sans armes nucléaires.

Jean Jaurès et Bertha von Suttner

C'est sans doute avec Jean Jaurès que Bertha von Suttner noua l'une de ses relations les plus personnelles. Ils ne firent connaissance l'un de l'autre qu'assez tard (sans doute en 1899). Mais tout les rapprochait en dépit de la différence de leurs origines sociales, et d'abord la même culture philosophique, mais aussi le même optimisme fondamental, la même foi en la perfectibilité de l'Homme, la même aspiration à la justice sociale, la même conviction que l'éducation du peuple, l'école de la Raison, était la clé d'un avenir de paix, d'une humanité meilleure. Lorsque Jaurès lui fit découvrir l'action de Condorcet en faveur de l'école publique, elle ne put s'empêcher de s'écrier : « Ah, que voilà un marquis^[1] selon mon cœur ! ».

Tous deux avaient aussi le même pouvoir de faire converger des énergies disparates et surmonter les clivages dogmatiques. Il reste encore à étudier dans le détail la correspondance privilégiée que le grand leader socialiste français entretenait avec la grande pacifiste autrichienne ; mais on sait que rien de ce qui touchait l'humanité, tant sa culture que son avenir, ne leur était étranger. Leurs visions respectives de l'action pour un avenir toujours meilleur étaient absolument convergentes ; et on sait qu'ils étaient tous deux d'excellents orateurs avec un fort pouvoir de persuasion. Tous deux furent également l'objet de railleries, d'attaques impitoyables de la part de leurs adversaires, les mêmes, en réalité, dans leurs pays respectifs. Et Jean Jaurès, pour qui Bertha von Suttner avait le plus grand respect, ne contribua pas peu à la « gauchiser », à la rapprocher d'un socialisme moins dogmatique que celui des Allemands Bebel et Kautsky qu'elle ne comprenait guère, d'un socialisme beaucoup plus proche des hommes. Vers la fin de sa vie, Bertha (tout de même issue de la haute aristocratie austro-hongroise) devait ainsi déclarer : « Les partis socialistes sont bien les seuls à vouloir sincèrement la paix. » et aussi « La classe ouvrière est la seule à avoir intérêt à la paix ». C'est Jean Jaurès qui lui représenta le mieux la réalité de la condition ouvrière (et aussi la réconcilia avec le latin). Jean Jaurès, qui se tenait informé tout comme elle de l'évolution des armées et des technologies militaires, lui fit, naturellement, parvenir son livre *La défense nationale et la paix internationale*. Elle salua très chaleureusement la création en 1904 du journal *l'Humanité*, avec d'autant plus de conviction qu'elle avait toujours rêvé de créer elle-même un journal d'un contenu semblable (lutte pour les droits de l'Homme et la justice sociale partout sur la Terre, lutte contre la guerre...). Jean Jaurès ne manquait pas de lui envoyer tous les numéros de *l'Humanité* où il avait consacré un éditorial à la cause de la paix, à la lutte contre le nationalisme, le bellicisme, la course aux armements ; et elle lui répondait avec enthousiasme, en commençant le plus souvent sa lettre par « Magnifique... ». Elle suivit également de très près – et avec la plus grande sympathie, elle la laïque convaincue – la lutte que Jean Jaurès mena en 1905 pour la séparation de l'église et de l'état, et y mettant même son grain de sel personnel. Ils comptèrent enfin



Jaurès et Bertha Von Suttner, pacifiste autrichienne radicale, lauréate en 1905 du prix Nobel de la paix. Malgré leurs différences d'origines sociales, tout était réuni pour qu'ils s'entendent. Tous deux moururent quelques jours avant le début de la Grande Guerre.

tous les deux parmi les animateurs les plus actifs de la Conférence de la Paix de La Haye en 1907, s'opposant chacun au scepticisme (voire à l'hostilité déclarée) de beaucoup de socialistes européens (notamment allemands et anglais). C'est aussi à leur connivence que l'on doit la jonction, au moins partielle, du pacifisme « bourgeois » et du pacifisme « socialiste » à laquelle Bertha von Suttner aspirait tant. Tous deux se dressèrent avec la plus grande énergie à la guerre qui menaçait chaque jour davantage. Le parallélisme de son action avec le forcing de Jean Jaurès (qu'elle saluait) est évident. Avec Albert de Monaco (un vrai pacifiste à sa façon, il faut le rappeler), qui en eut l'idée, ils voulurent préparer une grande conférence de la paix qui devait se tenir à Vienne en septembre 1914. Bertha von Suttner mourut (d'épuisement) en juin 1914 ; Jaurès fut assassiné le 31 juillet 1914. Les deux verrous qui auraient (peut-être) encore pu empêcher la guerre ayant disparu, le massacre pouvait commencer.

■ Jean-Paul VIENNE

Une incongruité encore : Jean Jaurès a l'honneur d'avoir une rue à son nom à Vienne (Autriche), mais pas Bertha von Suttner. Comprenez qui pourra !

^[1] Condorcet était effectivement marquis !

Débat public : quelle place pour la dissuasion nucléaire ?

Plus de 120 personnes rassemblées pour débattre de la dissuasion nucléaire ! C'est un sacré défi qu'ont relevé les organisateurs du débat du 15 mai dernier à la maison du tourisme de Grenoble^[1]. Il est vrai que Paul Quilès (ancien ministre de la défense) et Jean-Marie Collin (expert international des questions d'armement) étaient venus en personne présenter leur ouvrage, écrit avec le général (cr) Bernard Norlain : « Arrêtez la bombe ! ».

Jean Marie Collin dressa tout d'abord un tableau précis de la situation de l'armement nucléaire dans le monde (de 3 bombes en 1945 à 70 000 ogives au plus fort de la guerre froide... et à 19 000 aujourd'hui). Une situation toujours dangereuse donc, mais dont le cours peut être infléchi. Les zones exemptes d'armes nucléaires, le renoncement de l'Afrique du Sud à l'arme nucléaire, furent développés par Jean-Marie COLLIN comme des exemples concrets d'avancées possibles. A condition toujours que les peuples fassent entendre leur voix, comme le rappelleront plusieurs intervenants...

Paul Quilès témoigna ensuite du « flou » qui a pu apparaître parfois sur les doctrines d'emploi. Il dénonça également

la véritable « omerta » qui règne sur la dissuasion nucléaire, au prétexte d'un soi-disant consensus... alors qu'il n'y a précisément jamais de débat sur le sujet. Lobby industriel ? Aveulement stratégique (le terme de « ligne Maginot » nucléaire fut employé à cet effet) ? Attribut indispensable au rang de la France, ou seulement attribut d'un « monarque » constitutionnel, selon les termes de Paul QUILES ? Les échanges avec le public permirent de faire tomber bien des idées reçues sur ces questions.

Paul QUILES fut aussi interpellé sur les raisons de son revirement sur le sujet, et sur ce que fut son action concrète à la tête du ministère de la défense, en matière d'essais nucléaires comme de protection des populations du Pacifique... Beaucoup d'échanges passionnants – et parfois passionnés – montrant que l'intérêt des citoyens sur ces questions est bien réel, pour peu qu'on ouvre le débat...

■ Denis Anselmet

^[1] Initiatives Citoyenneté Défense et le Mouvement de la Paix de l'Isère



----- ✂ -----
Adhérez à Initiatives Citoyenneté Défense, abonnez-vous à «L'arme et la Paix»

Nom : Prénom :
Rue :
Code postal : Commune :
e-mail : Tél. :

- Je souhaite être tenu informé(e) des initiatives de l'association ICD : ☐
par courrier ☐ par courriel ☐

- Je souhaite recevoir régulièrement la publication trimestrielle d'ICD : ☐ (ci-joint abonnement annuel de 5 €, par chèque à l'ordre d'ICD)

- Je deviens membre de l'association ICD : ☐ (ci-joint cotisation annuelle de 10 €, par chèque à l'ordre d'ICD, donnant droit à l'envoi gratuit de la publication trimestrielle)

(retourner à : Association ICD, MJC de Fontaine, 39 avenue du Vercors, 38600 Fontaine)

Pour nous joindre : **association.icd@online.fr** - site internet : **http://association.icd.free.fr** - **http://icd-citoyennetedefense.com**